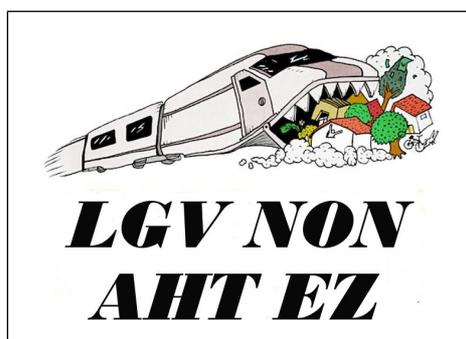


**INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE
N°35**



**ATTENTION !
PAS D'ACCORD A L'AMIABLE AVEC RFF et ses représentants**

RFF prévoit d'organiser « des réunions publiques de proximité » et surtout « **des contacts individuels avec les personnes directement impactées et les riverains les plus proches** »
De son côté la Région a débloqué 11,6 millions d'euros « pour débiter rapidement les études complémentaires préalables à la déclaration d'utilité publique et les **acquisitions foncières anticipées** ».

Faites connaître ce message autour de vous ainsi qu'aux personnes impactées dans le fuseau ou à proximité. Il faut les mettre en alerte pour qu'elles ne répondent pas à ces prises de contact, qu'elles ne signent aucun document et qu'elles ne cèdent pas au chantage que ne manquera pas de faire RFF.

TOUTE PERSONNE CONTACTÉE EST INVITÉE À SE RAPPROCHER D'ABORD DE L'ASSOCIATION NIVELLE-BIDASSOA (nivellebidasoa@gmail.com ; 770 chemin Kampobaïta 64122 URRUGNE ; téléphone : 05 59 54 31 55)

➤ « Pour une poignée d'euros » ...le prix des GPSO

1 KM de LGV GPSO = 30 CRÈCHES de 50 places
(Références : 1 place de crèche entre 20 000€ et 25 000€ (coût construction)
Crèche de Neuves Maisons Oise, 2010, 39 places. Coût : 800 000€)



1KM de LGV GPSO = 1 LYCÉE DE 850 ÉLÈVES, aux normes haute qualité environnementale, 49 salles de cours et 375 ordinateurs

(Référence : Lycée de Pornic Pays de Retz 2013. 11 320m². Coût : 30M€)

2KM de LGV GPSO = 3 MAISONS DE RETRAITE DE 85 LITS

(Référence : Maison de retraite Jurançon 2012 84 lits. Coût : 18,5 M€)

20KM de LGV GPSO = 1 HÔPITAL NEUF de 1200 lits, aux normes haute qualité environnementale, équipé d'un plateau technique ultra moderne

(Référence : Hôpital d'Orléans (aux normes haute qualité environnementale) en service en 2015, 1180 lits, 170 000m², plateau technique ultra moderne. Coût : 600M€)

➤ **Après l'annonce du calendrier des GPSO, le CADE réagit par un communiqué de presse**

« Il y a quelques jours, M Garetta président de la CCI de Bayonne dénonçait les minorités agissantes en désignant les associations de défense de l'environnement. Pourtant aujourd'hui, à l'annonce des décisions gouvernementales sur les LGV du GPSO, on s'aperçoit que la minorité agissante dans les couloirs ministériels et autres n'était pas celle désignée par M Garetta.

Alors que tous les rapports officiels s'accordent à annoncer la fin des LGV (Assises du Ferroviaire, rapport Bianco, rapport Auxiette, rapport Duron), l'intense et coûteux lobbying des présidents des Régions Aquitaine et Midi Pyrénées obtient des décisions contraires.

Alors que le dernier sondage publié par le journal Sud Ouest indique que 56% de la population demande des investissements sur les TER, Corail et Intercités et seulement 33% la poursuite des investissements sur les LGV, on s'apprêterait donc à dépenser des milliards sur des projets inutiles.

Les effets d'annonce de ces dernières heures s'inscrivent dans ce que monsieur Duron indiquait dans l'interview du Sud Ouest de dimanche : « une sortie politique ». Ces mêmes « effets d'annonce » à quelques mois des municipales visent aussi à maintenir une cohésion au parti socialiste et à arrêter l'hémorragie de collectivités refusant désormais de financer la Tours-Bordeaux.

Ce faisant, à l'instar de leur obstination, avec les mêmes arguments, pour l'autoroute A65 fiasco économique retentissant que les collectivités publiques vont devoir éponger, ces « grands » élus continuent à foncer dans le mur.

Reste cependant que le scénario 1 du rapport Duron envisageait des réserves de 10 milliards et dans ce cas, aucune LGV n'était construite en plus de la Tours-Bordeaux déjà commencée. Première « sortie politique » avec le scénario 2 qui, avec 30 milliards qu'on n'avait pas, faisait envisager d'autres investissements d'infrastructures dont la LGV Bordeaux-Toulouse avant 2030. Aujourd'hui, avec cette nouvelle « sortie politique » on augmente encore l'ardoise.

Pour autant ces annonces étaient attendues au sein des associations. En juin, nous disions que le positif résidait dans la prise en compte dans tous les rapports officiels de nos

arguments, mais nous savions qu'il y aurait des arrêts, des retours en arrière, des infléchissements dans le processus et qu'il nous faudrait lutter contre des mesures que nous jugions illégitimes comme les enquêtes publiques. Nous y sommes.

Les associations opposées aux LGV relèveront donc ce nouveau défi comme elles ont relevé les précédents.

Les tenants de la Grande Vanité ne renoncent pas, nous ne renoncerons pas ! »

Après l'annonce ministérielle, Rousset appelle les collectivités à payer la LGV Tours-Bordeaux !

Dans un communiqué publié le 23 octobre le ministre des Transports a annoncé avoir « pris ce jour une décision fondamentale pour le Grand projet ferroviaire du sud-ouest (GPSO), constituée des lignes nouvelles entre Bordeaux et Toulouse, d'une part, et Bordeaux et la frontière espagnole, d'autre part ».



Le ministre a « arrêté le tracé définitif du projet et défini un schéma de réalisation du GPSO selon deux phases » indique le communiqué. Une première « avant 2 027 » pour Bordeaux-Dax et une seconde qui verrait une nouvelle ligne aller jusqu'en Espagne d'ici 2 032.

Alain Rousset s'est aussitôt félicité avec son homologue de Midi-Pyrénées Martin Malvy, du soutien du gouvernement à GPSO et les deux présidents de Région en ont appelé « à l'ensemble des collectivités concernées pour qu'elles reprennent le versement de leur part de financement pour la LGV Tours-Bordeaux. »

Tout cela est réglé comme du papier à musique. Le scénario mis en place a bien fonctionné, on met la pression sur le gouvernement en stoppant la participation des collectivités territoriales au financement de la Tours-Bordeaux. Si le gouvernement accepte la mise en chantier de la Bordeaux-Dax, on reprendra les financements. Pour la suite, on fera appel à l'Europe pour financer le tronçon international Dax/Espagne et pour contraindre la France à financer ce « tronçon européen manquant ». Une inconnue et de taille : comment payer cette folie ? Et une autre de taille aussi : comment passer dans le Pays basque ?

Et là notre mobilisation, notre opposition et notre détermination à faire échouer le projet sont importantes.

=> Lire l'article du JPB : [Alain Rousset appelle les collectivités à payer](#)

➤ **GPSO : Darriussecq ne « paye pas pour voir » !**

Même si l'annonce du ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, lui apparaît importante, la présidente du Marsan Agglomération, Geneviève Darriussecq, ne goûte pas du tout la pression exercée par RFF pour réunir les fonds nécessaires au budget de la LGV Tours-Bordeaux.

La maire Modem de Mont-de-Marsan annonce « *je ne paye pas pour voir* ».



L'annonce ministérielle faite, elle s'étonne « *de l'empressement de RFF qui menaçait via un avis de paiement transmis par courrier recommandé, d'appliquer des intérêts de retard* ». L'élue estime qu'il existe trop « *d'incertitudes financières et politiques pour demander aux collectivités, sur cette seule intervention du ministre, de se réengager aussi fortement* ».

Elle attend maintenant la réaction d'Henri Emmanuelli, président du Conseil général des Landes, qui n'a toujours pas signé la convention Tours-Bordeaux et suggère que la Région Ile-de-France, première concernée par l'ensemble de ces projets, participe au financement du GPSO.

La partie de poker n'est pas terminée !

Autour de la table de ceux qui flambent avec notre argent il y a H. Emmanuelli, G. Labazée, J. Grenet. Leur position :

- **Henri Emmanuelli** : il ne recevra pas la lettre, car il n'a pas signé la convention financière à ce jour. Il attend de connaître plus en détail le calendrier du projet pour engager les 40 millions d'euros demandés pour la Tours-Bordeaux. « *2027 pour Dax, c'est un peu tard* »
- **Georges Labazée** : joue un peu la montre pour ne pas se dédire trop vite : « *Nous sommes désormais prêts à reconsidérer notre suspension des paiements, mais nous voulons un autre tour de table, car quid de la desserte de Pau et du Béarn ?* »
- **Jean Grenet**, le président de la Communauté d'agglomération Côte basque Adour, n'est pas choqué par la lettre de RFF, qu'il a lui aussi reçue. L'Agglo pourrait reprendre les versements mais la décision sera prise collectivement en bureau.

=> [Voir l'article de Sud Ouest](#)

➤ **Max Brisson ne veut pas que le conseil général revienne sur l'abandon du financement de la Tours-Bordeaux**

Après l'annonce par le ministre des Transports de l'arrivée de la LGV à Dax en 2027, le patron du groupe UMP au conseil général, Max Brisson, craint que le président PS de l'exécutif départemental, Georges Labazée, ne déverrouille les financements pour le tronçon

Tours-Bordeaux, bloqués il y a quelques semaines dans l'attente de garanties d'un prolongement vers Hendaye.



Dans la mesure, notamment, où « le projet s'arrête à Dax », M. Brisson estime qu'« on est loin du cadre conventionnel liant l'État, RFF et les collectivités territoriales ». Aussi, prône-t-il « une re-discussion » de ce dernier et s'opposera avec les siens au parlement de Navarre en cas de « reprise des paiements ».

➤ **Annonce surprise d'Alain Lamassoure : l'Europe serait prête à financer 9 corridors transfrontaliers de LGV...**

Alain Lamassoure était invité, le 25 octobre dernier, à dissenter sur l'Europe et les entreprises devant un parterre de responsables économiques, lors d'une rencontre organisée par l'Interconsulaire du Gard.

Il a révélé que le gouvernement français a discrètement réinscrit, trois jours auparavant dans le calendrier des lignes TGV prioritaires à réaliser, le tronçon Bordeaux/Espagne.

Bruxelles, aurait décidé, il y a moins d'un mois de consacrer 26 milliards d'euros entre 2014 et 2020 à l'édification d'un réseau de transport européen. Cette somme, trois fois plus élevée que celle de la période précédente (2008-2014), sera exclusivement consacrée au financement de neuf projets de réseaux de transports transfrontaliers.

Parmi ces axes stratégiques de l'UE, deux concernent le Sud de la France : le TGV Paris-Bordeaux-Madrid et le TGV Paris-Montpellier-Perpignan-Barcelone-Madrid.



« Dès que nous l'avons appris, en Aquitaine, nous avons dit au gouvernement de changer les priorités françaises pour **ne pas perdre l'argent de l'Europe** et nous venons d'obtenir que la ligne atlantique soit réinscrite dans les priorités nationales », a expliqué Alain Lamassoure.

Cette manne pourrait aller jusqu'à 40 % des coûts !

Du souci à se faire mais 26 milliards pour 9 couloirs !

=> [Lire l'article du Midi libre](#)

Les effets de la suspension de l'écotaxe poids lourds

L'écotaxe devait servir à financer les projets de ligne à grande vitesse (LGV).

Certes, l'État avait reporté la plupart des chantiers LGV après 2030, faute de financements. Mais l'Europe a annoncé un coup de pouce : 26 milliards d'euros dédiés, entre 2014 et 2020, au réseau de transport européen (voir ci-dessus).

Le gouvernement a aussitôt réinscrit le tronçon Bordeaux-Espagne au calendrier des lignes TGV prioritaires.

L'État aura bien du mal à suivre, sur le tapis de jeu européen, s'il se défait de la manne « écotaxe ». Pire, s'il doit indemniser la société Ecomouv, chargée de collecter cet impôt, (via un partenariat public-privé), à hauteur de 15 à 20 M€ par mois tant que son application n'est pas effective.

Mais Éric Boisseau, représentant dans le sud est de la Fnaut (Fédération nationale des associations des usagers des transports), a douché les espoirs de ceux qui pensent que la rallonge de l'Europe peut sauver les projets.

Sa déclaration est importante car elle contredit les propos des pro-LGV et tout particulièrement Alain Rousset qui ne cesse de répéter que la construction de la LGV Bordeaux-Espagne est voulue par l'Europe.

*« Il ne s'agit pas du tout d'argent fléché sur des LGV mais sur neuf corridors ferroviaires européens transfrontaliers, assure Éric Boisseau. **Pour Bruxelles, cela ne signifie pas acceptation des nouvelles LGV mais mise aux normes européennes, pour le fret d'abord, pour le voyageur de proximité ensuite, avec a minima l'équipement en signalisation ERTMS (limitation automatique de la vitesse), etc., et a maxima une ligne nouvelle si nécessaire.** »*



Mise aux normes plutôt qu'investissements pharaoniques, tel était d'ailleurs le leitmotiv, en juin, du Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Il fallait regarder « l'état réel des infrastructures existantes » et penser à l'améliorer quand c'était justifié, avant d'en construire de nouvelles.

Quand notre Président de région cessera-t-il de véhiculer des contre-vérités dans ses discours ?

Nous serons nombreux à lui demander de cesser de mentir sur ce sujet lors de sa prochaine présentation des vœux au Pays basque.

Vous serez avertis en temps voulu car il faudra être nombreux pour lui réserver un « accueil chaleureux » !!!

=> Lire l'article du JPB : [La LGV devra composer sans l'écotaxe](#)

➤ **Dans « Aqwi » une interview d'Alain Rousset sous forme de 4 vidéos, à voir impérativement !**

Dans un article d'Aqwi intitulé « LGV : Alain Rousset remobilise les collectivités » (=> [Lire l'article](#)) figurent 4 petites vidéos résumant des thèmes différents de l'interview du président de la région Aquitaine ;

Prenez le temps de les voir, vous ne le regretterez pas !

Un aplomb et des contre-vérités assénées avec le plus grand sérieux et avec suffisance !



Vidéo 1 [Alain Rousset veut faire payer les usagers de la LGV](#)

Vidéo 2 [Alain Rousset: les Basques sont en majorité pour la LGV](#)

Vidéo 3 [Comment Alain Rousset a renversé la vapeur](#)

Vidéo 4 [Sans LGV on risque un nouveau Brétigny](#)

- **Malgré l'annonce du début de la construction de la LGV Lyon-Turin, ils ne désarment pas...suivons l'exemple !**



CONTRE LA DESTRUCTION ET L'OCCUPATION MILITAIRE DU VAL DE SUSE !

Dire Non au vol de l'argent public

Contre la répression politique, judiciaire et médiatique du Mouvement No TAV

Pour un travail décent et utile

Pour les hôpitaux, les écoles et les transports efficaces

Pour le respect de la terre

Samedi 16 NOVEMBRE 2013 13h00 SUSA Place d'Armes

RESISTER C'EST UN DROIT !

RESISTER C'EST UN DEVOIR !

NON AUG LGV - NON AUX MAFIA

LGV Limoges-Poitiers : mise en service en 2022 ?

Le président de Région et le maire de Limoges ont la conviction que la déclaration d'utilité publique serait délivrée par l'Etat dans un délai de 12 à 15 mois

Les deux élus ne démentent pas des propos du préfet de région qui estimait récemment que le TGV circulerait effectivement entre Limoges et Poitiers à l'horizon 2022.

Cette confiance dans l'avenir du projet de ligne à grande vitesse repose en partie sur le tour de table financier qu'ont engagé ces deux collectivités.

Selon le dernier courrier de l'Elysée adressé aux têtes d'exécutif de la Région la condition à remplir pour obtenir ce feu vert est de pouvoir « boucler le financement avant le lancement du projet. »

Les collectivités disent avoir déjà réuni « près d'un milliards d'euros », grâce au tour de table effectué non seulement en Limousin, mais aussi auprès des départements de la Dordogne et du Cantal qui restent intéressés par ce projet.

Alain Rodet, maire de Limoges, indique que le recours à l'emprunt permettra de boucler

complètement ce financement. La Banque Européenne d'Investissement dispose, selon lui de « fonds à placer pour réaliser de grandes infrastructures ».

Moi président de la République, j'essaierai d'avoir de la hauteur de vue...mais en même temps je ne m'occuperai pas de tout...

➤ **GPSO : Demandez le programme !**

Le préfet de Région Michel Delpuech lors d'une interview à Sud Ouest a présenté l'agenda des GPSO.

« L'Etat doit être en ligne suite à la décision du ministre de poursuivre la construction de la ligne à grande vitesse au delà de Bordeaux vers Toulouse et vers Dax » rappelle-t-il en préambule.



« L'objectif est d'aller à l'enquête publique début juin afin qu'elle soit bouclée au premier semestre 2014. L'autorité environnementale, qui est le conseil général de l'écologie et du développement durable, est déjà saisie. Il rendra son avis sur les trois dossiers qui feront l'objet de trois enquêtes publiques distinctes, la ligne nouvelle et les deux sorties d'agglomérations (Bordeaux et Toulouse). Il a trois mois pour se prononcer. RFF, le maître d'ouvrage, pourra être amené à préciser certains points. Les enquêtes publiques dureront six à huit semaines au début de l'été prochain. Le rapport remis, le Conseil d'Etat a un maximum de dix-huit mois pour se prononcer. Ce qui nous amène à une déclaration d'utilité publique courant, voire fin 2005. »

9,1 milliards d'euros tel serait le coût de la LGV Bordeaux-Toulouse, Bordeaux-Dax et les aménagements en entrée de Toulouse et sortie de Bordeaux.

Quant au financement de la Tours- Bordeaux, les collectivités sont appelées à reprendre leurs versements ou à y participer (comme les Landes et l'agglo du bassin d'Arcachon), sinon le préfet menace discrètement : « Si nous ne devons pas aboutir, nous ne serions pas en mesure d'engager la procédure d'utilité publique »

Les « entarteurs » navarraïes jugés le 18 novembre

Ils risquent entre cinq et neuf ans de prison pour avoir entarté Yolanda Barcina, présidente du gouvernement navarraïes, le 27 octobre 2011 à Toulouse.

Ils souhaitent protester contre le projet de LGV, dont la présidente est une ardente défenseuse.

Ils sont déférés devant « l'Audience nationale », trois d'entre eux seront jugés pour « un délit d'attentat à l'autorité » et la quatrième pour « sa participation dans l'action de protestation et à la conférence de presse réalisée le jour suivant à Pampelune pour expliquer les raisons de cette action ».



Selon le mouvement Mugitu! AHT Gelditzeko les peines encourues sont « démesurées » et ont condamné « le durcissement des mécanismes visant à criminaliser la dissidence sociale et la désobéissance civile ».

Une manifestation a été organisée en soutien aux « entarteurs », mais aussi pour dénoncer le projet de la LGV le 17 novembre à Pampelune.

Mobilisation autour de la LGV Montpellier-Perpignan

Dans une lettre, en date du 19 novembre, 12 eurodéputés français et espagnols estiment que la position adoptée par le rapport Mobilité 21 concernant la LGV Montpellier/Perpignan met en péril le développement économique des villes impliquées dans le corridor méditerranéen.

Plaidant pour la réalisation du tronçon d'ici 2020, l'eurodéputée Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, cosignataire de la missive, écrit que "*Les collectivités locales et régionales de Languedoc-Roussillon ont déjà déboursé 20 millions d'euros pour la phase d'études et sont prêtes à s'engager financièrement pour la phase de réalisation. Il est donc indispensable que le gouvernement français revoie sa position*".

➤ La Coordination Vigilance LGV 33 écrit aux plus hautes instances...

Nos amis de la coordination girondine anti-LGV ont écrit au Président de la République, au Premier ministre et au ministre des transports pour leur demander : « *l'abandon définitif et immédiat du projet GPSO et de son enquête d'utilité publique à venir.* »

Voici un extrait de la lettre adressée à J.M. Ayrault :

« *Des études indépendantes financées par des collectivités territoriales diverses, aussi bien sur Bordeaux-Espagne que sur Bordeaux-Toulouse, ont montré que ces lignes ainsi rénovées*

seraient très performantes, coûteraient 3 à 5 fois moins cher que des LGV nouvelles - plus longues – et que ce serait beaucoup plus structurant, pour les territoires traversés, qu'un TGV/LGV qui ne s'arrête presque nulle part...

Ainsi non seulement ces grands élus du Sud-Ouest nous trompent, vous trompent, sur la nécessité de construire ces nouvelles LGV, comme ils l'avaient déjà fait pour l'autoroute A65 Langon-Pau (dont le déficit atteint pour la 3ème année consécutive son chiffre d'affaire : 35millions d'euros)

[...] Nous apprenons que vous avez décidé de continuer la procédure vers l'enquête publique en vue de la réalisation des LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, puis vers l'Espagne (projets non « lancés »), malgré les conclusions des multiples conseils recommandant d'abandonner la construction de nouvelles LGV pour privilégier la modernisation du réseau existant. Les arguments que vous avancez ressemblent trop à ceux totalement démagogiques des grands élus du Sud-Ouest, pour qu'on n'en reconnaisse pas l'origine... »

=> Lire la lettre [au Président, au Premier ministre, au ministre des transports](#)

➤ **LGV Lyon-Turin : début des travaux en 2015 si ...l'enquête publique n'est pas invalidée !**

Les travaux de la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin, à laquelle s'opposent de nombreux militants déterminés commenceront d'ici le début de l'année 2015, a déclaré François Hollande, le 20 novembre, à Rome, lors d'une conférence de presse avec le président du Conseil italien, Enrico Letta.

La police italienne avait affronté dans la journée des manifestants qui dénonçaient ce projet à l'occasion de la visite du président français.

Des heurts ont éclaté sur la place de Campo de Fiori, dans le centre de la capitale italienne, non loin du palais Farnèse, siège de l'ambassade de France. Les forces de l'ordre ont repoussé à coups de matraque les protestataires qui lançaient des cocktails Molotov.



Côté français, les opposants ont déposé un recours contre la déclaration d'utilité publique remis le 23 octobre 2013 au Premier ministre, au ministre de l'environnement et celui des

Transports. Le Premier ministre et ses deux ministres sont dûment informé sur 170 pages depuis un mois ont encore un mois pour dénoncer les irrégularités graves.

Les opposants dénoncent entre autres une enquête « trop bien ficelée » avec de nombreux conflits d'intérêts : « Un commissaire qui ne se souvient plus de son nom ni de celui de son frère et 13 commissaires enquêteurs qui « invitent » RFF à contacter l'entreprise de ce même frère ». Un autre enquêteur aurait travaillé dans un cabinet chargé du dossier de la LGV Lyon-Turin. Des préfets qui valident cette commission d'enquête et « ne voient rien ». Enfin, pour compléter ce tableau un peu « glauque », ils dénoncent la présence d'entreprises liées à la Mafia sur le chantier Lyon Turin Ferroviaire (LTF) et la condamnation de l'ancien Directeur Général et le Directeur des travaux à de la prison pour trucage d'appel. Il avait révélé les évaluations internes de LTF pour permettre aux entreprises de s'aligner.



➤ **A lire**

=> Un article de Nivelles Bidassoa : [LGV Bordeaux-Espagne, agitation sur scène et en coulisses](#)

=> La lettre rédigée par Nivelles Bidassoa au nom du CADE : [Lettre ouverte aux décideurs aquitains](#)

=====